

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 8 décembre 1992

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

DÉCRETS DE NOMINATION

DÉPÔT DU CERTIFICAT DE NOMINATION

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 110(2) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer un certificat de nomination à la Chambre.

* * *

PÉTITIONS

L'IMMIGRATION

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions ce matin. La première souligne le fait que la catégorie de la famille et des parents aidés a toujours été un volet important du processus d'immigration au Canada et que ceux qui font partie de cette catégorie connaissent des personnes ici qui peuvent les aider à trouver un emploi, à se loger, ainsi qu'à apprendre la langue et les coutumes canadiennes.

• (1010)

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de modifier sa politique actuelle et de faire en sorte que la catégorie de la famille et des parents aidés soit toujours prioritaire aux fins de l'immigration.

LE PENDJAB

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, la deuxième pétition souligne le fait qu'entre 75 p. 100 et 80 p. 100 de l'activité du bureau de New Delhi, en Inde, est liée aux demandes de visa d'immigrant ou de visiteur faites par des personnes du Pendjab.

Les pétitionnaires signalent aussi qu'il est très difficile pour les gens de se déplacer du Pendjab à New Delhi, et ils demandent au gouvernement d'ouvrir immédiatement un service consulaire pour traiter les demandes de visa d'immigrant ou de visiteur au Pendjab.

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter trois pétitions ce matin.

Les signataires de la première pétition sont préoccupés par les compressions visant le financement de la GRC. Ils demandent au gouvernement de réévaluer la décision de forcer la province à contribuer davantage au financement de la GRC en tant que corps policier fédéral.

VIA RAIL

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, la deuxième pétition a trait aux compressions qui visent le réseau VIA Rail.

Cette pétition est signée surtout par des résidents de l'île Saltspring, de Sidney et de Victoria. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de maintenir le réseau VIA Rail au Canada, et de l'améliorer avec du nouveau matériel.

L'ENVIRONNEMENT

Mme Lynn Hunter (Saanich—Les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, la troisième pétition porte sur les prêts consentis au Brésil par le Canada, et sur le fait que cet argent sert à détruire la forêt tropicale humide.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement canadien d'élaborer une politique afin d'empêcher que des capitaux canadiens ne servent à endommager ou à détruire la forêt tropicale humide, ce qui comprend la construction de barrages, le déboisement pour permettre l'élevage de bovins en liberté et l'exploitation de mines, car ces activités entraînent l'extinction d'espèces, ainsi que le déplacement de peuples autochtones, causant ainsi un préjudice irréparable.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, les signataires de ma première pétition déplorent le fait que le gouvernement du Canada ait appliqué la taxe sur les produits et services aux revues, aux livres et aux journaux.

Les pétitionnaires demandent qu'on abolisse la TPS sur ces articles et font remarquer que savoir lire et écrire est une pierre angulaire d'une société démocratique et fait partie de notre culture et de notre éducation. Ils signalent également que nous devons abolir cette taxe si nous voulons accroître la productivité de notre société.